

FAITS ESSENTIELS

Politiques en matière d'interdiction des mines

- Convention sur l'interdiction des mines : 155 Etats parties, 2 signataires, 38 Etats non-signataires.
- 4 pays ont adhéré à la Convention depuis la dernière édition du rapport : le Koweït et l'Irak ont accédé à la Convention tandis que l'Indonésie l'a ratifiée après l'avoir signée en décembre 1997, suivie du Monténégro suite à sa déclaration d'indépendance vis-à-vis de la Serbie.
- Aucune allégation d'utilisation de mines antipersonnel par les Etats parties ni par les signataires de la Convention.
- 2 non-signataires ont continué d'avoir recours à des mines antipersonnel : le Myanmar (Birmanie) et la Russie.
- Dans 8 pays, des groupes armés non étatiques ont utilisé des mines antipersonnel ou des engins explosifs improvisés : en Afghanistan, en Colombie, en Inde, en Irak, au Liban, au Myanmar (Birmanie), au Pakistan et en Russie.
- 13 pays produisent des mines antipersonnel : la Chine, Cuba, l'Inde, l'Iran, la Corée du Nord, la Corée du Sud, le Myanmar (Birmanie), le Népal, le Pakistan, la Russie, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam.
- 6 Etats parties ont achevé la destruction de leurs stocks : l'Angola, le Cap-Vert, Chypre, la Lettonie, le Monténégro et la Serbie.
- Les Etats non-parties détiennent des stocks de plus de 160 millions de mines antipersonnel : il s'agit notamment de la Chine (environ 110 millions), de la Russie (26,5 millions), des Etats-Unis (10,4 millions), du Pakistan (environ 6 millions) et de l'Inde (environ 4 à 5 millions).

Lutte contre les mines

- 140 km² de territoires contaminés et plus de 310 km² de zones de combat ont été déminés en 2006.
- Au moins 99 pays ainsi que 8 territoires non reconnus en tant qu'Etats indépendants par la communauté internationale ont des terrains minés et/ou ayant servi de zones de combat.
- Plus de 217 000 mines terrestres antipersonnel, 18 000 mines antivéhicules et plus de 2,15 millions de débris de guerre explosifs (ERW) ont été détruits.
- 14 des 29 Etats parties tenus d'achever le déminage de leur territoire en 2009 ou 2010 en vertu de la Convention sur l'interdiction des mines ne semblent pas en mesure de respecter les échéances imparties : la Bosnie-Herzégovine, le Cambodge, la Croatie, le Mozambique, le Niger, le Pérou, le Royaume-Uni (Malouines), le Sénégal, le Tadjikistan, le Tchad, la Thaïlande, le Venezuela, le Yémen et le Zimbabwe.
- Des programmes de sensibilisation aux dangers des mines ont été organisés dans 63 pays et 8 régions, 7,3 millions de personnes ayant bénéficié de ces activités. 36 pays ainsi qu'une région affectés par des mines ou des ERW n'ont toujours pas mis en place d'activité de sensibilisation aux dangers des mines.

Victimes de mines antipersonnel et assistance aux survivants

- En 2006, 5 751 victimes ont été signalées dans 68 pays, soit 16 % de moins qu'en 2005 ; les trois quarts d'entre elles étaient des civils ; parmi ces victimes civiles, on comptait 34 % d'enfants. De nombreuses victimes ne sont pas recensées.
- En août 2007, on estimait dans le monde à 473 000 le nombre de survivants à des accidents provoqués par des mines.
- La collecte des données s'avère inappropriée ou inexistante dans 64 des 68 pays ayant signalé des accidents dus à des mines.

- Fin 2006, seuls 11 des 24 Etats comptant un nombre important de survivants avaient réalisé des progrès considérables en vue d'atteindre les objectifs fixés pour la période 2004-2009 en ce qui concerne l'amélioration de l'assistance aux survivants.

Financement de la lutte contre les mines

- Les fonds alloués à la lutte contre les mines au niveau international atteignaient 475 millions de dollars en 2006. Il s'agit de la contribution totale annuelle la plus élevée jamais enregistrée par l'Observatoire des Mines. Néanmoins, une partie importante de cette somme provient des fonds d'urgence débloqués pour coordonner les opérations de déminage au Liban suite au conflit de juillet-août 2006.
- Les quatre principaux bailleurs de fonds sont les Etats-Unis (94,5 millions de dollars US), la Commission Européenne (87,3 millions), la Norvège (34,9 millions) et le Canada (28,9 millions).
- Pays ayant bénéficié en 2006 de la plus grande partie des fonds consacrés à la lutte contre les mines : l'Afghanistan (87,5 millions de dollars), le Liban (68,8 millions), l'Angola (48,1 millions), l'Irak (35,3 millions), le Cambodge (29,6 millions) et le Soudan (28,9 millions).